

Vivre dans la ville : les secteurs populaires et la crise a Port-au-Prince*

Sabine Manigat
Université D'État D'Haïti

Resumo

A autora aborda o desenvolvimento urbano desordenado da cidade de Porto Príncipe em consequência da violenta migração de população rural a partir da década de 70 do século XX. O estado haitiano — impossibilitado de exercer controle sobre os espaços da cidade ocupada de maneira irregular por setores sem experiência urbana e que tão pouco passaram por processos de adaptação da vida na cidade — não pôde impedir a transformação de Porto Príncipe em um campo de luta dos miseráveis por pequenos terrenos baldios onde levantaram suas precárias construções.

Palavras-Chaves: êxodo rural - urbanização - Porto Príncipe

Abstract

The autor approaches the messed urban development in Port-au-Prince city as a consequence of the violent migration of the country population after the 1970's. The Haitian state — as it could not exert control over the city places occupied in a irregular way by sectors without urban experience and either have passed through process of adaptation to the urban life — could not impede the transformation of Port-au-Prince in a battlefield for waste grounds, where the impoverished people build up precarious constructions.

**Recebido em Abril de 2004; aprovado em julho de 2004*

Keywords: Rural exodus, Port-of-Prince, Urbanization

Resumé

L'article porte sur l'urbanisation anarchique de Port-au-Prince, poussée par un exode rurale constant depuis les années 1970. L'État haïtien, impuissant face à l'occupation irrégulière des espaces urbains par des gens dépourvues de toute expérience citadine, n'a pas pu empêcher que Port-au-Prince devienne un champ de bataille entre miséreux qui se battent pour des petits morceaux de terrain où bâtir leurs barraques

Mot clé: Exode rurale, Port-au-Prince, Urbanisation

La ville dans la crise

Dans le panorama des divers types de croissance urbaine en Amérique Latine, le développement explosif de Port-au-Prince présente des traits singuliers. La dégradation des structures et des fonctions traditionnelles de la ville n'a pas été compensée par des aménagements susceptibles de prendre en charge la croissance démographique et les exigences de la vie moderne. L'urbanisation n'a pas suscité de transformation radicale des relations sociales ou de l'appareil économique. Les fléaux urbains s'accumulent alors que l'administration de la ville, son entretien, les modalités d'occupation de l'espace, échappent à tout contrôle. En ce sens, Port-au-Prince est d'abord un réceptacle, un miroir souvent trompeur pour les masses de migrants ruraux qui y affluent.

Cette accumulation de problèmes s'est beaucoup accentuée dans les années 1970, avec l'approfondissement de la primauté de la capitale et l'accélération des mouvements de population¹. Dans les années 80 la situation économique de la ville s'est détériorée mais ceci n'a pas contrecarré la tendance à la primauté absolue de Port-au-Prince, malgré l'importance croissante de la migration externe. Contrairement aux tendances qui se dégagent dans plusieurs pays de la région, la crise n'a fait que s'approfondir et la

dernière décennie du XX^{ème} siècle n'a guère enregistré de changement en la matière.

En Haïti, l'absence ou l'incapacité de l'Etat devant la crise urbaine est patente. Comme dans bien d'autres domaines les autorités semblent avoir abdiqué tout contrôle sur l'espace urbain. Les normes classiques minimales ne sont pas appliquées dans la gestion de la ville et sa configuration; la politique même de la ville échappe pour ainsi dire aux autorités centrales: les échanges économiques, la vie des quartiers, la tenue et la sécurité des rues.

La bidonvilisation de Port-au-Prince, vue sous cet angle, acquiert une dynamique particulière car le migrant tend à s'approprier la ville avant que de rechercher l'adaptation à la ville. Il la "prend d'assaut" et la transforme en fonction de son horizon et de ses besoins. Ce renversement de la logique "classique" de l'acculturation/adaptation du migrant à la ville a de profondes incidences sur les rapports des classes à l'espace dans l'aire métropolitaine. Les pratiques d'auto construction sauvage donnent lieu à l'érection de quartiers entiers en l'espace de quelques mois: la toute récente "Cité Liberté", sur le bord de mer en est un exemple. Des espaces interdits à la construction ou très peu construits, se couvrent de réseaux d'habitat denses et totalement dépourvus de services. La relation spatiale entre les classes se modifie profondément, surtout après 1986. Désormais aucun quartier résidentiel n'échappe à l'environnement de pauvreté qui le ceinture, de Turgeau jusqu'aux hauteurs de Laboule et de Tomassin. Les "marginaux" partent à l'assaut du moindre interstice de terrain. La ville elle-même est l'enjeu de cette lutte.

Cet article concerne la situation des couches à revenus modestes de la ville dans le contexte de cette crise. La recherche qui sous-tend le texte a consisté en une enquête sur les conditions de vie des Port-au-Princiens et deux études de cas portant sur des micro-entreprises. Les résultats de l'enquête sont présentés à partir de trois thèmes: les conditions de vie des pauvres; leur perception des problèmes de la ville et de l'espace urbain en général; et leurs attitudes vis-à-vis de la participation citoyenne.

L'enquête s'est déroulée à un moment très particulier de la vie nationale. La conjoncture ouverte par les élections démocratiques de décembre 1990 a rendu les gens loquaces, désireux de parler de leurs problèmes et des perspectives de solution. L'image du président Aristide, défenseur des pauvres, militant pour la justice sociale et étranger au monde des politiciens traditionnels, alimente cette atmosphère. Durant les mois d'août et de septembre 1991, période d'effervescence, des réformes sont annoncées. La population est donc à l'écoute et très au fait, en général, des grands débats du moment. Mais après le coup d'état du 30 septembre 1991 l'accès aux quartiers devient beaucoup plus difficile et, plus tard, impossible. Le travail est interrompu. Pour compléter l'échantillon il a été nécessaire d'élargir l'aire de l'enquête. Ainsi 23% de l'échantillon concerne pour la plupart des personnes extérieures au quartier, lesquelles ont d'ailleurs fait preuve souvent d'une bonne réceptivité malgré les circonstances.

L'enquête menée à Port-au-Prince illustre de façon parfois saisissante la réalité matérielle et sociale des métropolitains. En particulier, la richesse de l'approche qui privilégie la vision de la population apporte un éclairage nouveau sur les perspectives de l'urbain dans cette crise de fin de siècle. D'autre part, les études de cas dans deux branches d'activité du secteur informel permettent de déceler certains des ressorts qui articulent le caractère arriéré des techniques et relations de production à l'extrême dureté des relations de travail et des rapports économiques au sein des secteurs populaires. Les branches choisies, la ferronnerie et la carrosserie automobile, constituent deux activités typiques dans le secteur informel en Haïti. Il n'existe virtuellement pas de grande entreprise dans la première de ces branches et dans la deuxième, l'existence de quelques garages importants ne menace pas l'hégémonie du secteur informel en la matière. Dans la panoplie des activités productives il s'agit donc de branches représentatives de l'économie des couches modestes et démunies.

Parler des Port-au-Princiens, les faire parler de leur ville, n'est pas toujours chose aisée. Aux obstacles qui se dressent généralement devant ce genre d'entreprise, l'enquête en milieu urbain, s'ajoute sans doute une particularité des habitants de Port-au-Prince. Rares sont en effet les citadins qui vivent "dans la ville". On vit son quartier et, en cas de non-coïncidence, son lieu de travail. Les conditions de transport, l'absence de lieux de socialisation et de loisirs publics, l'acuité de l'apartheid de classe ne facilitent guère une appréhension globale de la ville par ses habitants. Le choix du quartier n'en acquiert que plus d'importance. De plus, la bidonvilisation de la trame urbaine centrale que les nantis ont fui depuis quelques décennies déjà, pose un problème de représentativité de l'échantillon sélectionné. C'est en tenant compte de ces diverses contraintes que l'on a choisi de mener l'enquête dans le quartier du Morne-à-Tuf et ses alentours immédiats.

Le Morne-à-Tuf occupe une position centrale dans la géographie de la ville. Situé à l'Est/Sud-Est du centre-ville, il fait partie de la trame ancienne de Port-au-Prince. Sa proximité par rapport au secteur commercial qui s'étend au nord et à l'Ouest du quartier, et par rapport au centre institutionnel: Palais des Ministères et de la Justice, Palais National, place du Champs de Mars...en fait une zone d'intenses mouvements de population et d'activités économiques. Par là même ce secteur de la ville est prisé par les couches travailleuses, dans la mesure où leurs moyens le leur permettent. De même, de l'époque plus ou moins reculée (années 1950 et début 60) où le Morne-à-Tuf était un quartier de résidence de couches moyennes, il subsiste un noyau représentatif de ces couches sociales. En effet, dans les années 1950 certains aménagements ont un peu contre-balancé la dégradation socio-économique du quartier. Des travaux de réfection sont entrepris; la Place Sainte-Anne, en plein Morne-à-Tuf est modernisée et son kiosque reconstruit. Cependant, à partir des années 1960 le "boom" migratoire vers Port-au-Prince entraîne une importante

redéfinition du quartier, due probablement, comme on l'a observé pour d'autres secteurs de la ville, à sa situation privilégiée par rapport au centre des affaires. Le Morne-à-Tuf est donc un quartier socialement mixte, quoique globalement modeste au regard de la géographie sociale de Port-au-Prince. C'est une aire assez représentative du panorama socio-économique moyen de la ville².

L'extrême rareté de terrains dans la vieille trame urbaine produit un marché foncier très étroit et peu accessible aux couches modestes et pauvres. Il n'y existe pas de pratiques importantes d'occupation de terrain et de "squatterisation". On y trouve plutôt des formes complexes d'occupation du sol urbain à partir de la modalité des "corridors" intérieurs. L'entassement de petites pièces contiguës, alignées le long d'un dédale de couloirs (des "corridors"), tel est le panorama typique dans les quartiers populaires de Port-au-Prince et des agglomérations urbaines haïtiennes en général. L'habitat consiste souvent en une à trois pièces de dimension réduite, érigées sur les anciennes cours d'un bâtiment principal plus ancien. Il n'est pas rare que cette maison principale soit transformée, dans le quartier du Morne-à-Tuf, en négoce, quand elle n'est pas habitée par son propriétaire. Cette modalité d'occupation et d'exploitation du sol urbain s'est généralisée à la fin des années 1960. Ce sont les fameux "corridors" qui ont beaucoup contribué à bidonviliser le centre de la ville et ses abords. Construits essentiellement pour tirer partie de la rente urbaine différentielle aux abords du Centre-Ville, ces logements sont occupés essentiellement, selon les modalités de la location, à l'année, au semestre ou au mois. Une enquête réalisée par le Centre Haïtien d'Investigation en Sciences Sociales en 1970 avait classé le Morne-à-Tuf dans la catégorie des quartiers de plus forte densité. Cependant aujourd'hui la situation observée dans ce quartier est loin d'être la plus catastrophique.

On a d'autre part inclus dans l'aire de l'enquête deux quartiers, vers l'Est (Avenue Christophe) et vers le Sud-Est (Carrefour-Feuille). La définition et l'histoire de ces zones adjacentes sont différentes. Le secteur de l'Avenue Christophe a

été et demeure un quartier de couches moyennes plutôt aisées et est essentiellement résidentiel. Il est plus récent que le Morne-à-Tuf car son occupation commence dans les années 1940. Carrefour-Feuille est le quartier-type des classes moyennes et modestes, avec une tendance récente (années 1970) à la dégradation urbaine et à l'appauvrissement de ses habitants. L'aire considérée pour l'enquête comprend donc un panorama social assez large, à l'exclusion des nantis qui vivent pour la plupart aux confins Est ou en dehors de Port-au-Prince proprement dit.

Informel et migration : deux aspects définitionnels de Port-au-Prince

Les caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population touchée (tableau 1) illustrent bien certains traits de la population de la capitale. L'échantillon est composé en majorité de jeunes adultes, âgés de 30 à 40 ans. On évalue à 40% la population de 0 à 15 ans au niveau national, et à 58% celle de 15 à 65 ans (BRH, 1992). On a donc affaire à un échantillon qui reflète l'essentiel de la population active. Par ailleurs 62.7% des 300 responsables de foyer (chef de ménage) sont des femmes. On sait que la population féminine est plus nombreuse au niveau national (un peu plus de 51% du total), mais ceci est plus clair encore dans la région métropolitaine³. Ces chiffres sont également indicateurs de l'importance des foyers monoparentaux et confirment le rôle fondamental des femmes dans l'économie nationale et port-au-princienne. Certes, l'incidence des femmes chef de ménage est plus ou moins importante dans la Caraïbe entière. Cependant les racines de ce phénomène ne sont pas nécessairement les mêmes. En République Dominicaine il apparaît lié davantage à des développements socio-économiques récents alors que ses racines historiques et culturelles sont plus anciennes en Haïti.

Tableau 1 – profil general de l'échantillon

	N= 300	Pourcentage
Genre	Femmes	62.7
	Hommes	37.3
Age	Moins de 40	52.8
	De 41 à 60	38.2
	Plus de 60	9.0
Etat civil	En union	44.0
	Célibataires	31.7
	Autre	24.3
Scolarisation	Aucune	13.4
	Primaire	35.4
	Secondaire	24.1
	Post-secondaire	27.1
Logement	Loué	58.9
	Propre	20.2
	Autre	20.9
Services	Eau	45.4
	Electricité	92.9
	Drainage	49.3
Origine	Capitale	33.8
	Ville de province	30.1
	Rurale	36.1
Occupation	Patron	4.7
	Employé formel	5.7
	Employé informel	17.7
	Auto-emploi	19.1
	Ne travaille pas*	52.8
Activité occasionnelle	Oui	25.3
Parents expatriés	Oui	70.6
Réception de transfert	Reçoit	40.7
Aide de la province	Reçoit	32.4
Auto-identification de classe	Classe moyenne	17.7
	Ouvrier/travailleur	20.5
	Pauvre	61.8

Il s'agit en majorité de chômeurs, avec 16 pour cent de cas d'étudiants, femmes au foyer. Dans le texte les deux catégories sont traitées comme une seule.

L'état civil se révèle une donnée particulièrement intéressante dans le contexte haïtien. Les catégories de "marié" et de "placé" sont traitées ici sur un même pied car le plaçage

en Haïti est une véritable institution, dans les milieux ruraux et populaires surtout. Le cumul de ces deux catégories regroupe un peu moins de la moitié de l'univers (47.3%) de l'enquête. Or il y a une représentation relativement importante des célibataires avec enfants (soit 40% des célibataires, dont 2 hommes). Les catégories d'état civil utilisées pour ce travail ne permettent une interprétation fiable de ces réponses. Certaines personnes ayant rompu des liens de couple plus ou moins stables depuis un certain temps ont pu se déclarer célibataires, car la perception que l'on a en Haïti de la catégorie "compagnon" est floue⁴. La catégorie des "célibataires" est, elle aussi, sujette à caution du fait que la structure des ménages à Port-au-Prince n'est presque jamais celle d'un foyer nucléaire. Dans le cadre de la famille élargie il est courant qu'un fils ou un frère aîné fasse office de responsable ou de co-responsable d'un foyer. Ceci n'implique pas tellement de rapports de préséance mais surtout des responsabilités économiques, parfois très lourdes. Il existe aussi un cas de figure particulièrement répandu dans les communautés de migrants: c'est la constitution de "foyers de célibataires" dans lequel co-habitent des frères/sœurs et cousins/cousines venus ensemble ou successivement à la capitale. De toutes façons, seuls 3 des célibataires interrogés vivent seuls.

Le niveau d'instruction de l'échantillon (nombre d'années d'études) apparaît relativement élevé par rapport à la situation nationale. Il faut dire que le nombre d'années consignées ne correspond pas au niveau de scolarité effective que l'on pourrait en déduire car la définition du système scolaire haïtien lui-même tend à surévaluer le nombre d'années d'études. L'ancien système (jusqu'à 1979) prévoyait en effet un cursus primaire de huit ans.

Pour ce qui est du logement 63% des familles le louent d'une façon ou d'une autre: loyer partagé ou individuel, paiement d'une pension. Ils habitent en général "à l'intérieur".

Un cinquième des foyers interrogés sont propriétaires et habitent plutôt “devant”. La dimension des unités habitationnelles est très modeste: 27% ne disposent que d’une pièce, 28.3% ont deux pièces. En tout cas les trois quarts des foyers vivent dans trois pièces au plus alors que la taille moyenne des foyers est de 4.4 personnes par famille.

Ces logements sont pauvrement équipés en services de base. Plus de la moitié des personnes interrogées n’a pas l’eau courante étant donné la pénurie et la mauvaise distribution. La multiplication des corridors n’a donné lieu à aucune extension ou rénovation du réseau de distribution primaire. La distribution du courant électrique est un peu meilleure; seuls 7 pour cent des personnes interrogées en sont totalement privées. En général la distribution effective d’électricité a varié sensiblement au cours des dernières années. Par exemple en 1991 elle était de 12 heures par jour au moment de l’enquête mais a été réduite à 4 ou 5 heures toutes les 48 heures durant l’été et à la fin de l’année 1991. Le quartier du Morne-à-Tuf est par ailleurs privilégié sous ce rapport, vue sa proximité du Palais National. Finalement, les problèmes de drainage à Port-au-Prince sont déjà anciens et font régulièrement l’objet d’études mais non de mesures effectives de solution depuis plus dix ans. L’évacuation des eaux usées se fait souvent par une canalisation courte qui aboutit directement à l’air libre dans la rue, ou à l’entrée du “corridor”. En résumé la population interrogée est essentiellement constituée de responsables de foyer souvent monoparental, de condition socio-économique modeste, voire pauvre; leur logement se compose de deux à trois pièces aux dimensions réduites et dépourvues de certains services de base comme l’eau et le drainage.

Cet échantillon présente trois spécificités majeures, caractéristiques de la condition de la plupart des Port-au-

princiens: il s'agit d'une population composée en majorité de migrants, de chômeurs et/ou d'actifs inscrits dans des activités informelles. L'impact des migrations est multiforme et concerne aussi bien la migration interne qu'externe. En effet les deux tiers de l'échantillon sont constitués de migrants. La migration directe (sans étape) est très importante: 77% des migrants sont arrivés directement à la capitale depuis leur lieu de naissance⁵. D'autre part, les migrants sont plus nombreux dans les catégories les plus "fragiles", les salariés informels et les chômeurs. En général l'ancienneté de la migration est frappante 40% des migrants sont arrivés depuis plus de 20 ans. Vu l'âge moyen de l'échantillon cela signifie que la migration se fait à un âge relativement jeune. Les aspirations à l'instruction ont peut-être une incidence à ce niveau; la décision de rejoindre un parent est une autre explication possible. Certaines indications suggèrent que la migration s'opère selon des mécanismes qui la rendent extrêmement fluide, voire instable. Les couches successives de migrants à partir d'un même "fond", avec les va et vient liés aux activités économiques et à des habitudes culturelles telles que l'accouchement et/ou la garde des très jeunes dans le lieu d'origine, renouvellent constamment la population rurale dans la ville, et par là même ses apports socioculturels et économiques. A ce sujet l'enquête révèle qu'un tiers des personnes interrogées reçoit une aide économique de la province, alors que près de la moitié (46 pour cent) est plutôt pourvoyeur de soutien à sa famille en province. Ces contributions se font le plus souvent en nature et leur montant et fréquence sont difficiles à déterminer.

Les parents expatriés jouent de leur côté un rôle fondamental dans la vie et l'économie des ménages. Plus de 70 pour cent des personnes interrogées ont au moins un parent à l'étranger. 12 personnes ont un conjoint à l'extérieur et 148

familles au moins un parent consanguin: frère ou sœur, fils ou fille, père ou mère. Ce sont des données non négligeables car en Haïti la famille dite élargie est une réalité sociologique très forte. Le nombre de parents expatriés par personne interrogée est de 1.64 personnes (2.34 personnes si l'on exclut les personnes sans parent à l'étranger). Le profil de cette parenté expatriée a été établi sur la base de celui des répondants (tableau 2).

Tableau 2 – familles comprenant un (des) expatriés

Famille à l'étranger	Auto-classification de classe			Revenus			Scolarisation			
	Classe Moyenne %	Ouvrière %	Pauvres %	Min. %	Bas %	Moyen %	Anal-phab. %	1aire %	2daire %	Post-sec.%
Aucun	13.7	25.4	41.0	38.9	17.7	17.6	51.3	42.7	21.4	16.5
USA	66.7	62.7	50.0	55.6	67.7	67.7	35.9	48.5	67.1	64.6
Autres pays	19.6	11.9	9.0	5.6	14.5	14.7	12.8	8.7	11.4	19.0
Total	100.0 (51)	100.0 (59)	100.0 (178)	100.0 (108)	100.0 (62)	100.0 (34)	100.0 (39)	100.0 (103)	100.0 (70)	100.0 (79)
V(1) = 0.170 p < 0.002(2)				V = 0.180 p < 0.01			V = 0.215 p < 0.001			

V de Cramer : coefficient d'association dont la force varie entre 0.0 et 1.0 (association parfaite). Chi au carré. Etant donné la petite taille de l'échantillon, pour toute l'étude le niveau de signification statistique est établi à p. 0.10

Les familles qui se sont auto-classées dans les catégories des classes moyennes émigrent davantage que les travailleurs et couches pauvres. Ces migrants des couches moyennes se rendent non seulement aux Etats-Unis d'Amérique mais plus volontiers vers le Canada, l'Europe. Il y a apparemment une association positive entre les variables éducation et revenus⁶ et la propension à l'émigration⁷. L'hypothèse selon laquelle la migration touche de préférence les travailleurs ayant une certaine qualification professionnelle rejoint ici des observations effectuées dans d'autres pays : en général, ce ne sont pas les plus pauvres qui émigrent.

L'impact économique de ces migrations n'est plus à démontrer. Les transferts aux familles sont importants. Pour

certaines des 57 pour cent de foyers récepteurs de devises l'impact est substantiel sur le budget familial: 38 pour cent de ces familles reçoivent de 20 à 100 dollars par mois et 13 pour cent, de 125 à 500 dollars. Les montants de ces transferts ne peuvent pas être associés statistiquement au niveau socio-économique des familles bénéficiaires; d'ailleurs la petitesse de l'échantillon distorsionne quelque peu l'analyse. Cependant on remarque que les patrons et un bon nombre de chômeurs déclarent des rentrées régulières de transfert, au contraire des employés du secteur formel de l'économie (tableau 3)⁸. Ces observations suggèrent des hypothèses intéressantes concernant l'impact des transferts sur le budget des couches les plus démunies de la population métropolitaine.

Tableau 3 - reception de transferts selon l'occupation, les revenus et l'origine géographique

Reçoit transf.	Occupation				Revenus			Origine		
	Patron	Empl. formel	Empl. informel	Chômeur	Min.	Bas	Moyens	Capitale	Ville province	Rurale
Oui	57.1	17.6	37.6	44.2	35.2	38.3	52.9	39.6	40.9	42.9
Non	42.9	82.4	62.4	55.8	64.8	61.7	47.1	60.4	59.1	57.1
Total	100.0 (14)	100.0 (17)	100.0 (109)	100.0 (154)	100.0 (105)	100.0 (60)	100.0 (34)	100.0 (101)	100.0 (88)	100.0 (105)
	V = 0.148 p < 0.09				V = 0.130 p = n.s.			V = 0.027 p = n.s.		

Le profil socioprofessionnel est assez représentatif également de la situation des Port-au-Princiens. A cet égard on peut dire que l'informel imprègne tout l'économie de la ville. On retrouve certes dans l'échantillon une large gamme de professions avec une représentation importante des emplois salariés (46.1% des travailleurs occupés). Cependant, constat prévisible, l'auto emploi représente plus du tiers de l'échantillon des travailleurs occupés. Les hommes occupent davantage les emplois salariés du secteur formel que les femmes dont le poids est prépondérant dans l'auto emploi et le salariat informel. Il est vrai qu'en Haïti les travailleurs salariés ne sont pas beaucoup mieux lotis que ceux du secteur informel; les frontières sont ténues entre les deux mondes pour ce qui est des conditions de travail et des

prestations sociales, d'où l'existence d'une certaine affinité entre les modes d'existence. A noter que près de 25 pour cent de l'échantillon se livrent à des activités occasionnelles. Les tableaux 4a et 4b présentent certains traits de l'échantillon, analysés en fonction de chacun de ces deux secteurs.

Tableau 4a – emploi occupé selon l'éducation et l'origine géographique.

Emploi	Education				Origine géographique		
	Analph.	1aire	2ndaire	Post-2ndaire	Capitale	Ville province	Rurale
Patron	2.6	3.9	5.7	6.4	7.9	1.1	4.7
Empl. formel		5.8	4.3	10.3	5.0	7.8	4.7
Empl. informel	30.8	40.8	27.1	46.2	40.6	32.2	37.4
Chômeur	66.7	49.5	62.9	37.2	46.5	58.9	53.3
Total	100.0 (39)	100.0 (103)	100.0 (70)	100.0 (78)	100.0 (101)	100.0 (90)	100.0 (107)
V de Cramer Chi au carré	V = 0.140 P < 0.05				V = 0.115 P = n.s.		

Tableau 4b – emploi occupé selon le revenu

Revenu	Emploi			
	Patrons %	Empl. Formels %	Empl. Informels %	Chômeurs %
Minimum	27.3	12.5	53.3	64.0
Bas	27.3	62.5	32.2	22.1
Moyen	45.5	25.0	14.4	14.0
Total	100.0 (11)	100.0 (16)	100.0 (90)	100.0 (86)

Ces tableaux établissent l'inexistence de relations statistiquement significatives entre le type d'activité et l'origine géographique des personnes interrogées. Par contre les relations entre activité et éducation sont intéressantes pour l'analyse. Il n'est pas étonnant qu'à un niveau plus élevé de scolarité correspondent de plus grandes chances d'obtenir un emploi formel ou de se constituer en patron, alors que le monde de l'informel apparaît comme l'univers des pauvres par excellence. Mais d'un autre côté, les niveaux moyens de scolarité sont, après les analphabètes, les plus affligés par le chômage mais occupent peu d'emplois dans le secteur informel. Apparemment leur niveau d'instruction les éloigne à la fois des couches les plus pauvres qui se tournent en quelque sorte

naturellement vers le secteur informel, et des groupes plus instruits et en principe mieux armés pour envisager une activité indépendante. Le tableau 4b indique aussi une forte relations entre activité et revenu. Le patron et l'employé du secteur formel déclarent des revenus plus élevés, la majorité des informels est pauvre et les chômeurs ont des revenus de misère. Ce constat infirme pour Haïti la thèse de Portes et Schauflier (1993) concernant le "consensus grandissant" sur le fait que les revenus des travailleurs informels tendent à égaler, voire à dépasser ceux des employés du secteur formel.

Finalement, le tableau 5 indique que la situation objective des personnes interrogées ne diffère pas beaucoup de celle qu'ils définissent eux-même (auto-définition). Toutefois la crise frappe si fort que la majorité tend à surévaluer l'ampleur de la dégradation de ses conditions de vie.

Tableau 5 – auto-identification de classe selon l'emploi, l'origine géographique et le logement. (En pourcentage)

Auto-identification	Emploi					Origine			Logement		
	Patron	Formel	Infor-mel	Auto-empl	Chô-meur	Capitale	Ville province	Rural	Propre	Loué	Autre
Classe moyenne	18.2	29.4	22.0	15.5	15.8	15.5	21.1	17.0	31.6	14.8	13.3
Ouvriers	45.5	29.4	24.0	37.9	9.9	22.7	20.0	19.0	28.1	15.4	26.7
Pauvres	36.4	41.2	54.0	46.6	74.3	61.9	58.9	64.0	40.4	69.8	60.0
Total	100.0 (11)	100.0 (17)	100.0 (59)	100.0 (58)	100.0 (152)	100.0 (97)	100.0 (90)	100.0 (100)	100.0 (57)	100.0 (169)	100.0 (60)
V de Cramer Chi au carré	V = 0.23 p < 0.001					V = 0.05 p = n.s.			V = 0.25 p < 0.001		

Lorsque l'on fait la relation entre l'activité des enquêtés et leur opinion sur leur condition sociale, on observe que les salariés formels tendent à se définir comme classe moyenne. Pour ce groupe le concept de classe renvoie apparemment à la position socioprofessionnelle plus qu'au niveau de revenu. Par contre, les petits patrons et travailleurs indépendants du secteur informel se définissent comme membres de la classe ouvrière. Malgré leur condition de

micro-entrepreneurs leurs activités les rapprochent davantage des producteurs directs que des entrepreneurs; ils vivent donc leur quotidienneté aux côtés des travailleurs sans établir de distance.

Enfin, la relation entre l'auto définition sociale et l'origine géographique est également intéressante. Les migrants des villes de province se définissent plutôt comme éléments des couches moyennes, au contraire des ruraux. A remarquer également qu'un petit groupe de gens se résiste à se situer dans une catégorie sociale compatible avec le revenu qu'ils déclarent (plus de mille dollars). Il ressort clairement de tout ceci que dans l'auto définition sociale des facteurs culturels, voire psychologiques, interviennent.

La porte étroite du succès : deux micro entreprises informelles

Statistiques et évidence empirique se conjuguent pour confirmer la nature essentiellement "informelle" de l'économie haïtienne. Cependant, par delà ce constat, l'élucidation de la nature exacte des relations complexes et diverses qui s'y articulent demeure un problème entier. D'un côté, le secteur informel est parfois présenté comme une caractéristique des villes haïtiennes, en transition (déformée? ratée?) vers la modernisation des relations économiques et sociales (HONORAT, 1976); ou alors c'est son caractère "fonctionnel" qui est souligné et on lui assigne des vertus de dynamisme face à l'incurie de l'état et à sa politique économique contraignante (FASS, 1990). Le rapprochement entre ces approches et les écoles du PREALC et de de Soto est immédiat (PORTES, 1992). Ce qui manque souvent, dans cette littérature, c'est une mise en perspective historique du problème de l'informel. Des phénomènes de profils semblables n'ont pas nécessairement la même nature et à des mécanismes analogues peuvent correspondre des

causes très diverses. Ainsi, si l'on considère l'informel comme "une notion de sens commun" (PORTES, CASTELLS, 1989, p. 8) il convient de discriminer, dans une optique économique, les activités proprement de survie ("chômage déguisé" et autres notions apparentées) dans l'économie haïtienne, du commerce rural/urbain ou régional dynamique et lucratif, nerf de l'économie urbaine et nationale en général. De même, dans une optique historique on distinguera entre un marché du travail structurellement segmenté à partir de l'utilisation traditionnelle d'une main-d'œuvre non spécialisée, et un marché du travail segmenté à partir des contraintes qui pèsent sur l'économie urbaine moderne (nécessité de formation de la force de travail, de régulation de ses conditions de travail etc.). Il y a donc informel et informel, selon que l'on se réfère à l'articulation réelle des agents économiques à partir d'un processus historique déterminé ou à un modèle tendanciel dont l'avènement se fait attendre.

En ce sens, il apparaît que le secteur informel en Haïti comporte des mécanismes qui permettent l'insertion particulière d'une force de travail structurée en fonction d'activités interchangeable et peu spécialisées dans un contexte de modernité économique "plaqué" sur l'économie traditionnelle. Les activités dites informelles sont des activités qui assurent la production de biens, de services et de ressources humaines (formation sur le tas) à partir de ces pratiques historiques de non-segmentation professionnelle du marché du travail. En ce sens, elles sont effectivement intégrées au "fonctionnement normal du capitalisme dans certaines régions de la périphérie" (PORTES, 1992, p. 6). Cependant dans le cadre de l'économie haïtienne ce "fonctionnement normal du capitalisme" prend la forme de relations d'asservissement mutuel entre un capitalisme qui détient les "règles du jeu" mais n'a pas de racines suffisamment solides dans la société pour les imposer, et un secteur informel subjugué par ces contraintes (qui sont des

relations de domination) mais qui contrôle le terrain et, finalement impose ses lois en imprégnant même le secteur moderne de l'économie. Ainsi le problème de la "régulation" de l'économie, par exemple, se pose en termes pour le moins originaux en Haïti, dans la mesure où la régulation demeure largement un vœu pieux dans les sphères modernes d'activité. Ces particularités historiques rendent problématique, à notre avis, une comparaison entre les phénomènes d'"informalisation" de l'économie en tant que stratégie du capital dans les pays industrialisés, et les structures de l'informel dans un contexte de sous-développement comme celui d'Haïti.

Les observations qui précèdent ne dépassent pas le stade d'hypothèses tout à fait préliminaires. L'absence d'études approfondies et documentées sur Haïti dans ce domaine est pratiquement absolue⁹. Les travaux les plus précis sont sans doute ceux de Simon Fass, particulièrement son livre sur l'économie politique d'Haïti. L'étude de Fass est intéressante à plus d'un titre. L'auteur pose d'abord des problèmes d'ordre méthodologique dont on a senti toute l'importance lors de l'analyse des résultats de l'enquête. En particulier, sur la notion de chômage il prend le contre-pied des définitions courantes dans la documentation institutionnelle en constatant que "si cette catégorie inclut des individus effectivement sans travail, la baisse du taux de chômage (observée entre 1971 et 1982) représenterait un progrès. Mais si elle inclut des travailleurs à la recherche de travail quoique pleinement occupés avec un revenu, la baisse n'aurait aucune signification. D'autre part Fass opère une distinction pertinente entre les travailleurs, les commerçants (traders) et les entrepreneurs, qui permet de souligner les différences non seulement de revenus mais aussi, et surtout de stratégie économique dans la production de leur existence. Par contre l'auteur en arrive, en valorisant les activités informelles et surtout d'auto emploi, à suggérer non seulement que le dynamisme de l'informel est viable, mieux,

productif; mais il insinue clairement que les forces négatives dans l'économie haïtienne sont liées à l'action régulatrice (contraignante) de l'état (FASS, 1990, p. 67, 96-97), rejoignant ainsi dans l'approche néolibérale les conclusions de De Soto. De telles conclusions sont discutables pour plusieurs raisons, et principalement parce que le règne de l'informel en Haïti est intimement lié à la nature des relations en vigueur entre la société et l'Etat et au rôle de celui-ci dans la régulation économique (PORTES, SCHAUFFLER, 1993). On qualifie volontiers l'Etat haïtien de prédateur¹⁰, ce qui n'empêche pas qu'il soit au centre de la problématique de la modernisation économique du pays; et ceci non pas par excès de régulation économique mais bien plutôt par défaut.

Les études de cas ouvrent un éventail intéressant de problématiques complémentaires, par rapport aux éléments apportés par l'enquête. En particulier, elles permettent de se pencher sur les articulations concrètes qui se donnent entre la facette "régulée" de l'économie et le secteur informel. Les études de cas se sont effectuées au cours des mois de Janvier à Avril 1992; période difficile politiquement et catastrophique sur le plan économique. Les entrepreneurs étaient alors en proie à des difficultés énormes qui mettaient en jeu l'existence même de leur entreprise. Cependant ils sont mieux lotis que l'immense majorité des petits entrepreneurs de la capitale et leur parcours déjà long, surtout pour M., confère à leurs expériences un caractère largement illustrant des possibilités que peuvent forger les plus endurants et les mieux placés dans le monde étrié et féroce du secteur informel à Port-au-Prince¹¹.

Il s'agit de deux entrepreneurs qui opèrent dans des secteurs d'activité particulièrement répandus dans le centre-ville et les quartiers populaires: la ferronnerie et la carrosserie. Dans ces deux branches l'immense majorité des établissements est tenue par des micro-entrepreneurs et s'inscrit dans le

secteur dit informel. Les deux cas présentent de grandes similitudes tant sur le plan de l'économie des ateliers comme dans les parcours personnels. Certaines caractéristiques de ces deux existences illustrent des situations classiques dans les classes moyennes et populaires de Port-au-Prince. Ainsi l'origine rurale, les aspirations premières en arrivant à la capitale (l'instruction formelle), l'apprentissage sur le tas. D'autres traits sont plutôt spécifiques; c'est le cas du contexte familial relativement favorable dont peu de micro-entrepreneurs bénéficient et qui constituent un avantage relatif certain sur la majorité des entrepreneurs du milieu.

Dans les deux ateliers les relations de travail sont strictement réglées par une hiérarchie des travailleurs: apprentis, "boss" et "patrons".

Les apprentis sont des jeunes qui travaillent généralement de 7 heures AM à 5 heures PM. Ils travaillent sans protection. Les soudeurs ne portent ni casques ni lunettes. L'horaire de travail peut se prolonger en fonction de la quantité de travail à abattre et l'apprenti n'a aucune couverture sociale¹².

Le "boss", c'est l'ouvrier confirmé. Il bénéficie de meilleures conditions de travail, avec de plus grandes possibilités d'ouverture professionnelle: contacts avec le client, petites commandes propres; la paye est également plus substantielle¹³.

Cette évocation du parcours du travailleur dans le secteur informel n'est sans doute pas généralisable. On ignore jusqu'à quel point la hiérarchie observée concerne tous les métiers; cependant on sait qu'elle est répandue, dans le monde de la construction par exemple, et dans celui de la menuiserie/charpenterie. Parmi les aspects les plus frappants on relève la rigidité de la hiérarchie à l'intérieur de l'entreprise. Cette hiérarchie est à la fois économique, professionnelle et fonctionnelle¹⁴. Il faut également signaler l'emploi par les deux entrepreneurs d'une main-d'œuvre familiale dont le statut est flou.

Il est extrêmement difficile de préciser le montant du capital de départ de ces entreprises mais il y a quelques indications concernant les sources de ce capital. On observe par exemple que l'intention d'investir se dessine très tôt, chez les deux entrepreneurs, dès la fin de la période d'apprentissage. D'ailleurs dans un cas le contexte familial a facilité grandement l'investissement initial. Cette période de formation du capital de départ correspond à une étape professionnelle de "free lance" pour les deux cas étudiés. Durant cette étape qui apparaît comme cruciale pour la factibilité du projet d'entreprise, les deux travaillent à la lisière du secteur formel et du secteur non régulé; ils réalisent ainsi leur "accumulation primitive". Ces ateliers constituent des exemples où "l'endurance et l'accès à des ressources" aboutissent à la constitution "d'entreprises alternatives" (CASTELLS, PORTES, 1989, p. 27).

Les bases de la rentabilité comprennent, dans les deux cas: un aspect strictement économique, un aspect lié aux relations de travail au sein de l'entreprise et un aspect social ou socioculturel. Les bases strictement économiques concernent la gestion des matériaux et le calcul de la valeur du travail produit. En général, ces entreprises travaillent avec un stock minimum ou nul. Le calcul de la valeur du produit est toujours approximatif¹⁵. Le second aspect lié au fonctionnement économique de l'entrepreneur concerne ses relations avec les circuits financiers. En général, les transactions se réalisent en cash. Les rapports des deux artisans avec le monde "formel" de la finance sont sporadiques et, selon leurs dires, d'ordre personnel. Par contre les deux entrepreneurs sont plus à l'aise avec les réseaux financiers informels. Aucun ne confesse avoir recouru au "coup de poignard" (usure traditionnelle et qui pèse très lourd sur l'économie des couches populaires) mais ils ont tous les deux fait une expérience dans le réseau populaire des "Sols". Il s'agit d'une forme d'épargne rotative où chacun s'engage à verser une somme fixe convenue et recueille, son

tour venu, l'ensemble de la caisse¹⁶. En résumé, sur le plan strictement économique les bases de la rentabilité de l'entreprise sont: éviter tout lien systématique et structurel avec le secteur régulé (i.e. "formel"); profiter des avantages des deux secteurs, selon les circonstances. Bref, ils fonctionnent volontiers à la frontière des deux mondes tout en demeurant fondamentalement dans le secteur informel.

Les relations de travail à l'intérieur de l'atelier sont, on l'a vu, très dures. Or, plusieurs années d'apprentissage sur le tas et même le travail mieux payé mais à la tâche des boss, cela fait pas mal d'heures de travail à bon marché pour l'entreprise. En effet, un peu comme pour l'évaluation du prix du produit, le paiement de la main-d'œuvre obéit à des critères largement arbitraires. Certes, la plupart des apprentis s'engagent avec un niveau de connaissance élémentaire voire nul. Cependant les bases de la rentabilité sont aussi tapies ici, dans ces relations de travail où le patron dispose, sous couvert de transmission sur le tas de son savoir, d'une main-d'œuvre totalement corvéable et pratiquement gratuite. Les relations salariales avec les "boss" contribuent aussi au maintien de la rentabilité de l'entreprise. Ils sont eux aussi payés à la tâche selon un pourcentage (variable et toujours faible) du bénéfice réalisé sur les commandes. Et lorsqu'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de paie. Les relations de travail contribuent donc de façon substantielle à assurer la rentabilité de l'entreprise; de par leur flexibilité maximum, en fonction de l'activité économique de l'atelier, elles bénéficient pleinement du "travail dévalorisé" évoqué par divers auteurs (CASTELLS, Portes, 1989, p. 32). L'offre sur-abondante de travail ouvre ainsi des possibilités "d" utilisation illimitée de la force de travail (PORTES, 1982; p. 8) car toute velléité de refus des conditions imposées par le maître d'atelier est annulée. Finalement, la rentabilité de l'entreprise est encore garantie par un contexte socioculturel marqué par des relations "traditionnelles" et personalistes. En réalité ces

notions, qui évoquent la particularisation des relations sociales et économiques, les liens d'allégeance souchés à des origines (familiales, régionales) ou à des affinités (politiques, idéologiques, religieuses) communes, sont ici employées dans un sens plus ambivalent. Certes, la persistance de la personnalisation des relations sociales caractérise l'ensemble de la société haïtienne et l'économie informelle participe pleinement de ces relations. Mais ce dont il s'agit ici, c'est de souligner l'existence d'un ensemble de coutumes qui contribuent de façon spécifique à la stabilité de l'entreprise informelle.

Les relations avec les travailleurs, aussi bien qu'avec la clientèle, s'appuient sur un certain nombre d'habitudes comme l'établissement de liens péri-familiaux (parrainage, baptême...); ou encore rémunération extraordinaire sur la base des gains réalisés. La "docilité", le "comportement global" des apprentis sont aussi des facteurs pouvant influencer leur assignation à une tâche donc, leur paie. De même, la recommandation du patron compte énormément pour les "boss", pour un autre emploi ou même dans le cas où il aspire à devenir lui-même patron. Bien entendu ce n'est pas l'économie informelle qui engendre en son sein ces pratiques; mais elle les cultive comme un moyen de maintenir la solidité d'engagements mutuels non codifiés et pour contrebalancer avec une certaine efficacité les conflits potentiels dont sont porteuses des relations somme toute très rigides, voire impitoyables.

Dans ces conditions on peut se demander dans quelle mesure la notion de capital social est applicable dans le cas de ces micro-entreprises. En écoutant ces deux entrepreneurs il paraît difficile de détecter les "expectatives d'action qui, à l'intérieur d'une collectivité, affectent les objectifs et les comportements de ses membres" (PORTES, 1993, p. 6). Ni la condition de migrant, ni l'appartenance à un quartier, ni les relations sociales et économiques tissées au long de leur parcours d'entrepreneur ne permettent de détecter de telles expectatives

collectives. Il est vrai que certains facteurs liés au milieu familial, ici la famille élargie, peuvent être assimilés à du capital social. Par exemple pour le démarrage de l'un des entrepreneurs en tant que patron, la solidarité et le patrimoine familiaux ont fait la différence. Durant sa période de free lance il s'est appuyé sur le réseau familial pour réunir le capital initial et se constituer une clientèle; le parrainage et les échanges de faveurs se sont révélés payants. De plus pour accumuler son capital il a eu recours au réseau des sols qui fonctionnent sur le principe de la confiance personnelle et de la réciprocité. Mais dans l'ensemble, dans le contexte de la "jungle" métropolitaine, les canaux de mobilisation de ce type de capital social sont fragiles et restreints. En fin de compte et malgré le potentiel existant pour leur développement, les conditions de constitution d'un capital social sont précaires.

Les Port-au-Princiens et la ville

On vit une ville de diverses façons et à plusieurs niveaux. La ville peut favoriser ou entraver la proximité entre les classes sociales, satisfaire ou frustrer les attentes de ses habitants. Ceux-ci développent à partir de leur condition particulière leur propre vision de la ville et de son évolution. C'est sous cet angle que l'on a interrogé les Port-au-Princiens.

Premier constat: la qualité de la vie s'est considérablement détériorée à Port-au-Prince au cours des dernières décennies. Les opinions sont pratiquement unanimes à ce sujet. Les services urbains sont évalués de façon négative: 68.7% des répondants estiment qu'il s'est dégradé. Seuls 6% parlent d'amélioration. On retrouve à peu près les mêmes proportions pour les réponses concernant l'offre de services médicaux: (68.7% contre 7.7%) et, plus encore, sur la qualité de l'école. L'école a pour la population une importance toute particulière qui a favorisé un "boom scolaire" spectaculaire durant les 25 dernières années. Or 74.3% estiment que les écoles

sont moins bonnes qu'autrefois et 6% seulement estiment que la qualité s'est améliorée depuis 10 ans. Ces réponses traduisent clairement les frustrations de la population par rapport au système scolaire vigueur, qui s'est quantitativement élargi tout en régressant spectaculairement sur le plan qualitatif.

La perception de la ville concerne aussi les opinions sur la sécurité dans la ville¹⁷. A coup sûr, les réponses renvoient à la violence politique en premier lieu et, seulement ensuite, à la délinquance commune pourtant en augmentation. D'ailleurs les deux apparaissent souvent liées dans l'esprit des gens, surtout dans la conjoncture politique de ces années-là. Les réponses enregistrées illustrent en partie la dégradation des rapports sociaux mais concernent surtout l'absence de contrôle par les autorités concernées; elles renvoient donc en premier lieu à la perception qu'ont les métropolitains des autorités chargées du contrôle et de la sécurité des rues (tableau 6).

Tableau 6 – opinion sur l'évolution de la violence dans la ville selon l'emploi, l'éducation et le logement

Evolution de la violence	Emploi					Education				Logement		
	Patron	Formel	Informel	Auto-empl	Chômeur	Anal.	1aire	2ndaire	Post-2ndaire	propre	Loué	Autre
Plus	79.9	76.5	71.4	63.2	33.1	44.1	44.9	48.2	63.5	71.9	39.2	62.1
Pareil			4.1	3.5	8.1	11.8	4.3	5.5	4.8	7.0	6.6	
Moins	23.1	23.5	24.5	33.3	58.8	44.1	50.7	46.4	31.7	21.1	54.2	37.9
Total	100.0 (13)	100.0 (17)	100.0 (49)	100.0 (148)	100.0 (148)	100.0 (34)	100.0 (69)	100.0 (110)	100.0 (63)	100.0 (57)	100.0 (166)	100.0 (58)
V de Cramer Chi au carré	V = 0.26 p < 0.001					V = 0.12 p = n.s.				V = 0.21 p < 0.001		

La perception de la violence varie en fonction de la situation objective des citoyens. Ainsi l'occupation exercée semble être un facteur significatif: les chômeurs et travailleurs indépendants manifestent une plus grande sensibilité vis-à-vis de ce problème à cause sans doute du

fait qu'ils passent beaucoup de temps dans les rues, lieu de manifestation par excellence de l'insécurité liée à l'agitation sociale et à la répression qui est son corollaire. Fait intéressant, on observe en général une corrélation inverse entre le niveau socio-économique et la sensibilité par rapport à la violence dans la ville; par exemple les propriétaires se sentent plus en sécurité que les locataires et de même (avec des variations) pour le facteur niveau d'instruction les plus scolarisés manifestent moins de vulnérabilité face à la violence.

En concordance avec ce qui précède, la population est plutôt insatisfaite de la vie à Port-au-Prince (tableau 7). Ce sont les salariés et les travailleurs indépendants (l'auto emploi) qui manifestent le plus d'insatisfaction. Il s'agit peut-être d'un indice de leur vulnérabilité face à la crise économique qui, pour les employés, se traduit par la difficulté d'obtenir ou de conserver un emploi et par la baisse de leur pouvoir d'achat; et pour les travailleurs indépendants, se manifeste par des problèmes croissants dans le maintien de leur négoce. Par ailleurs l'âge influence aussi les réponses. Les plus jeunes semblent plus exigeants et manifestent plus de mécontentement; les indécis sont également peu nombreux dans ce groupe. Parmi les plus âgés les réponses varient grandement. Ce résultat peut s'expliquer par les retombées de la brutale accélération de la crise démographique, économique et politique. Les jeunes, avec moins d'expérience et de références sur le passé, ne relativisent pas autant leurs réponses dans la mesure où ils ressentent la crise de façon plus brutale. Par contre l'occupation et le genre ne semblent pas avoir d'incidence importante sur le degré de satisfaction des gens. Dans l'ensemble le désenchantement est global et les différences entre les catégories de personnes interrogées ne sont pas significatives sur le plan statistique.

Tableau 7 – evolution de la qualite de vie dans la ville selon l’emploi, l’age et le sexe (En pourcentage)

Evolution de la vie	Emploi					Age			Sexe	
	Patron	Formel	Informel	Auto empl	Chômeur	30-40	40-60	+ 60	Hommes	Femmes
Pire	53.8	66.7	51.9	62.7	51.6	61.5	47.7	44.4	58.2	52.7
Pareil	15.4	6.6	17.3	13.6	14.2	10.9	16.2	22.2	11.8	15.8
Mieux	30.8	26.7	30.8	23.7	34.2	26.9	36.0	33.3	30.0	31.5
Total	100.0 (13)	100.0 (15)	100.0 (52)	100.0 (59)	100.0 (155)	100.0 (156)	100.0 (111)	100.0 (27)	100.0 (110)	100.0 (184)
V de Cramer Chi au carré	V = 0.082 p = n.s.					V = 0.11 p = n.s.			V = 0.063 p = n.s.	

Sur fond d’insatisfaction générale on s’est penché sur l’opinion des habitants concernant les autorités de la ville. Des paramètres spécifiques infléchissent considérablement les réponses. Tout d’abord, les Port-au-Princiens sont en général très mal informés sur les institutions de la ville et les mécanismes qui président à sa gestion. Sans doute est-ce lié au fait que ces mécanismes et institutions sont largement inopérants. D’autre part, ici encore la forte politisation biaise parfois non plus l’information mais l’opinion que se font les habitants des dépositaires de l’autorité réelle. Finalement, certains traits historiques de la culture politique nationale (centralisation présidentielisme, personnalisation des rapports sociaux et politiques) expliquent, par-delà les limitations liées à l’information ou au niveau d’instruction, le profil général des opinions exprimées.

En général, la population est parfaitement consciente du rôle que doit jouer la Commune et de ses capacités à le remplir: 50.3% pensent que les autorités municipales peuvent faire face aux problèmes de la ville, contre 29% de sceptiques. Seuls 20.7% sont indécis. Certaines différences se dessinent lorsque l’on confronte les opinions exprimées avec la conditions objective des répondants. Cette partie de l’enquête

est centrée essentiellement sur la connaissance des responsables de la gestion de la ville et de leurs fonctions ainsi que de leurs performances. Aucune corrélation n'est clairement significative statistiquement parlant mais on observe des différences sensibles dans le comportement de certaines variables. Ainsi les migrants originaires de zones rurales (localités de moins de 5 mille habitants) connaissent moins bien les autorités de la ville et sont plus sceptiques que ceux qui viennent des villes de province. Le niveau de scolarisation joue également, les moins scolarisés faisant montre de plus de réserve et d'ignorance que les plus instruits. En revanche le genre ne joue aucun rôle dans la répartition des réponses concernant la capacité de la mairie à remplir son rôle (tableau 8).

Tableau 8 – opinions sur la capacité de la municipalité à gérer les problèmes, selon l'éducation, le sexe et l'origine (En pourcentage)

Mairie capable	Education				Sexe		Origine		
	Alnal.	laire	2ndaire	Post-2ndaire	Homme	Femme	Capitale	Ville province	Rural
Non	38.5	22.3	31.4	30.4	27.7	29.8	29.7	25.6	31.5
Ne sait pas	30.8	23.3	15.7	15.2	21.4	20.2	14.9	21.1	25.9
Oui	30.8	54.4	52.9	54.4	50.9	50.0	55.4	53.3	42.6
Total	100.0 (39)	100.0 (102)	100.0 (70)	100.0 (79)	100.0 (112)	100.0 (188)	100.0 (10)	100.0 (90)	100.0 (108)
V de Cramer Chi au carré	V = 0.136 P < 0.10				V = 0.023 p = n.s.		V = 0.093 p = n.s.		

Ce rapport globalement frustrant des Port-au-Princiens à la ville conditionne naturellement leur vision de la géographie sociale, des inégalités socio-économiques et de l'évolution de la capitale en général.

Dans leur représentation de l'espace Port-au-Prince et l'aire métropolitaine ne font qu'un dans l'esprit de la population,

qui d'ailleurs évalue très mal le nombre d'habitants de la capitale: 7 pour cent seulement des personnes interrogées évaluent correctement la population et 55 pour cent confessent une ignorance totale. Outre le fait que cette ignorance est partagée par les autorités et institutions elles-mêmes, de nombreuses réactions laissent l'impression que les gens se sentent "noyés", perdus dans une marée humaine: "ils sont trop nombreux", il y en a la moitié de la population entière, "il en vient tous les jours" sont des réponses significatives recueillies. Il en résulte une propension à surévaluer la population métropolitaine. Par contre la plupart des gens ont une perception juste de la configuration sociale des quartiers: les quartiers cossus regroupés vers l'Est de la ville et les quartiers populaires du centre-ville et à la sortie nord sont correctement identifiés. Les expressions "en haut" pour désigner les quartiers cossus, et "en bas", les quartiers pauvres, qui reviennent assez souvent traduisent la coïncidence réelle entre la topographie et l'occupation sociale de l'espace¹⁸.

Il faut sans doute dire quelques mots sur l'évolution de la notion de quartier à Port-au-Prince. Il existe une définition "traditionnelle", socio-géographique des quartiers, qui est demeurée assez stable durant longtemps, probablement jusqu'à la fin des années 1960. La brusque poussée urbaine a géographiquement multiplié les quartiers et produit un effet, très significatif dans la représentation que se font les habitants de la ville. Avec "l'assaut des migrants" la notion même de quartier change. L'atomisation sociale des quartiers produit aussi une pulvérisation de leur définition. Ainsi, le quartier du Morne à Tuf contient, dans le vécu des gens, plusieurs "quartiers".

On note d'ailleurs une tendance de classe dans ces représentations. Les classes moyennes et cossues se réfèrent encore au quartier d'antan. Les couches populaires délimitent très étroitement le quartier en fonction de son homogénéité

socio-économique. D'où l'importance de la notion de "quartier mixte" que l'on a, dès le début, intégré dans la préparation de la codification. Les résultats sont d'ailleurs venus confirmer cette interprétation dans la mesure où un nombre non négligeable de personnes s'avoue incapable de classer socialement les quartiers: "Riches et pauvres se côtoient parfaitement" est une réaction souvent rencontrée dans les réponses. Comme on le voit, la perception de la géographie sociale par la population est, dans l'ensemble, correcte.

Cette mosaïque sociale sur un espace limité donne lieu à des luttes quotidiennes qui reflètent, mieux que la proximité géographique, la nature des rapports entre les classes. Ces luttes silencieuses concernent l'espace et les services: interception de l'eau courante, de l'électricité et même du câble de la télévision. Tout espace non construit est immédiatement occupé. La rue elle-même est progressivement envahie par les marchés, ce qui rend la circulation virtuellement impossible à ces emplacements. Même les trottoirs sont menacés d'occupation permanente. Il y a donc entre les classes une lutte acharnée pour le contrôle de l'espace et, à travers l'espace, pour le contrôle des ressources et un mieux être matériel. A travers ces formes de lutte, limitées et dérisoires, c'est en quelque sorte le scepticisme des secteurs populaires qui s'exprime vis-à-vis des capacités de l'Etat à résoudre les problèmes de la ville.

La conscience de la "mixité" géographique n'implique pas un rapprochement social entre les classes, bien au contraire. Environ 62 pour cent des enquêtés considère que riches et pauvres vivent aussi séparés qu'il y a dix ans. Seuls 25% estiment que les distances sociales se sont amenuisées. Cette variable est associée à la scolarité et à l'origine géographique. Les plus scolarisés se montrent plus pessimistes et les migrants ruraux ou des villes de province sont plus optimistes.

Les inégalités socioéconomiques sont également évidentes pour les personnes interrogées. Deux tiers considèrent

que les pauvres sont plus pauvres qu'il y a dix ans alors que 20 pour cent seulement parlent d'amélioration. On n'enregistre une association significative entre cette variable et les variables objectives que pour celle qui correspond à la provenance géographique; les provinciaux apparaissent ici encore plus optimistes, en référence peut-être à leur propre condition antérieure, ou à partir d'une comparaison entre le niveau de vie en ville et à la campagne (voir tableau 9).

Tableau 9 – perception de l'évolution de la pauvreté selon l'âge, la scolarité et l'origine géographique

Condition des pauvres	Age			Scolarité				Origine		
	30-40	41-60	+ 60	Anal.	1aire	2ndaire	Post-2ndaire	Capitale	Ville province	Rural
Pire	72.2	60.5	63.0	74.4	68.0	65.7	63.3	73.3	62.2	63.9
Egale	18.4	22.8	22.2	7.7	7.8	17.1	17.7	12.9	17.8	9.3
Meilleure	9.4	16.7	14.8	17.9	24.3	17.1	19.0	13.9	20,0	26.9
Total	100.0 (155)	100.0 (114)	100.0 (27)	100.0 (39)	100.0 (103)	100.0 (70)	100.0 (79)	100.0 (101)	100.0 (90)	100.0 (108)
V de Cramer au carré	V = 0.09 = n.s. p			V = 0.111 n.s. p =				V = 0.116 0.09 p <		

L'enquête a permis également de se faire une idée des causes de la pauvreté. Ici non plus on ne retrouve aucune association statistiquement significative entre condition objective et opinion. Il semblerait que les couches populaires (les groupes les plus instruits en tout cas) et l'élite économique partagent les mêmes critères d'évaluation de la pauvreté. Les groupes moins instruits, les jeunes et les femmes sont plus sensibles aux problèmes de la pauvreté et ont une perception plus aigüe des obstacles que confrontent les pauvres dans leur recherche de bien-être et de progrès économique. Dans l'ensemble ce qui ressort c'est le pourcentage élevé de réponses qui associent la pauvreté à des facteurs structurels comme "l'état", "les riches", "l'injustice sociale" (tableau 10). A ce niveau, il existe indéniablement une claire conscience de la nature sociale et non individuelle de la pauvreté.

Tableau 10 – opinion sur les causes de la pauvreté selon la scolarité, l’âge et le sexe

Causes	Scolarité				Age			Sexe		
	Anal.	1aire	2ndaire	Post-2ndaire	30-40	41-60	+ 60	Homme	Femme	
Structurelles	57.6	52.9	55.5	17.1	54.0	49.0	42.3	41.5	56.9	
Semi-structurelles	9.6	33.8	36.4	50.8	38.0	38.5	46.6	51.9	31.0	
Individuelles	12.1	13.2	8.2	21.4	8.0	12.5	11.5	6.6	12.1	
Total	100.0 (33)	100.0 (68)	100.0 (110)	100.0 (33)	100.0 (150)	100.0 (104)	100.0 (26)	100.0 (106)	100.0 (174)	
V de Cramer Chi au carré	V = 0.09 n.s.				p =	V = 0.111 p = n.s.			V = 0.116 p < 0.09	

Citoyennete et etat : la recherche d’une rencontre

Port-au-Prince rappelle parfois un bateau à la dérive. C’est pourtant une ville pleine d’activités et d’initiatives qui, à partir de 1986, convergent dans la recherche d’un projet et d’institutions nouvelles capables de canaliser les aspirations de ses habitants à la participation politique. L’absence de gestion urbaine est une constante à Port-au-Prince depuis plus de vingt ans malgré le surgissement de mouvements sociaux dont la notoriété se reflète dans la tendance des personnes interrogées à situer le politique au centre de leurs préoccupations.

Port-au-Prince, centre du pouvoir, s’affirme également comme centre des antagonismes sociopolitiques qui opposent trois grands projets de société. Le premier de ces projets c’est le courant duvaliériste (celui de statu quo) qui prétend justifier des pratiques rétrogrades en recourant aux soi-disant valeurs propres de la nation haïtienne, la “national-négritude” et la fausse modernité. Le second courant est technocrate-modernisateur; il est soutenu par de larges secteurs des classes moyennes et couches aisées qui tentent d’imposer leur conception de la vie et de la politique dans un projet de démocratie formelle et de libéralisme économique. Le troisième courant est porteur d’un projet populaire naissant

et mal formulé dont les aspirations au changement se trouvent aux prises avec les vieilles pratiques et une certaine méfiance vis-à-vis de la modernité perçue comme l'apanage des riches.

Ces projets s'affrontent et parfois s'entremêlent dans une trame complexe. Le projet populaire est sans doute le plus vulnérable. Les pratiques de lutte collective et la multiplication des organisations populaires et des comités de quartier sont loin de s'être constituées en alternative organisationnelle solide. Les organisations surgissent, disparaissent et reparaissent avec parfois des profils différents. Mais ce qui est significatif c'est que ce mouvement commence à interpeller l'Etat. De fait, la victoire de Jean-Bertrand Aristide en 1990 peut être lue comme une avancée de la société sur l'Etat. Sans affiliation organisationnelle antérieure et avec une trajectoire plus pastorale et communautaire que politique, Aristide semble symboliser la revanche du peuple sur l'univers fermé, hostile et excluant des politiciens traditionnels.

Dans un tel contexte, il s'avérait important de connaître les préférences et les opinions politiques des personnes interrogées.

La question de la position des secteurs populaires face à l'Etat a été abordée avec trois questions, liées entre elles: (I) la forme de participation la plus attractive pour les gens; (II) le degré de participation et (III) la relation entre les attitudes politiques, la participation et la vision de l'Etat. L'enquête se déroule, rappelons-le, dans une conjoncture privilégiée pour capter les perceptions, les attentes et le niveau de confiance de la population par rapport à l'Etat. On a également sondé la confiance de la population dans les interventions de l'Etat et dans leur efficacité.

La participation citoyenne en politique a toujours été abordée en fonction de la nature du pouvoir. Durant des

décennies la littérature latino-américaine a privilégié l'étude des mouvements sociaux comme expression de la volonté populaire¹⁹. Le surgissement des "nouveaux mouvements sociaux" a suscité un ensemble de théories sur leur caractère anti Etat et révolutionnaire de ces mouvements face à la prolifération d'Etat autoritaires et d'exclusion durant la décennie soixante (PORTES, 1994, p. 27).

Dans certains cas comme au Brésil ces expériences ont donné lieu à la constitution de forces capables d'interpeller l'Etat ou même de se battre pour l'investir et le contrôler. Mais dans la majorité des cas en se consolidant ces mouvements se sont contentés d'exercer une pression plus ou moins efficace sur les autorités pour obtenir la solution à des problèmes spécifiques. En général les nouveaux mouvements sociaux ne sont pas arrivés à se concrétiser en créateurs d'un pouvoir alternatif.

Comme on peut le voir dans le tableau 11, dans le cas de Port-au-Prince la population manifeste un grand intérêt pour la participation communautaire (dans des organisations de quartier) ou directement politique (affiliation à un parti)²⁰. Les pourcentages de réponses en faveur de la participation politique sont en général plus élevés mais les différences ne sont pas sensibles²¹. Dans ce panorama général de réponses enthousiastes, la variable emploi est le seul facteur associé de façon significative avec la variable participation. La sécurité de l'emploi semble être directement proportionnelle à la disposition à participer, sauf en ce qui concerne les chômeurs (groupe majoritaire dans l'échantillon) car un fort pourcentage de ce groupe valorise clairement la participation politique.

Tableau 11 – la participation politique : opinions et réalités

Vives dans la ville: les secteurs populaires et la crise à Port-au-Prince

Variable	Favorable à la participation à		Participe effectivement à	
	Organisations communautaires	Partis politiques	Organisations communautaires	Partis politiques
Edad :				
30-40	52.7	61.4	15.2	6.9
41-60	61.1	58.0	6.1	1.9
+ 60	68.0	66.7	18.5	0.0
	p = n.s. V = 0.092	p = n.s. V = 0.046	p < 0.05. V = 0.145	p < 0.08 V = 0.133
Origine :				
Capitale	55.2	62.4	8.9	4.4
Ville	58.0	59.8	13.6	4.2
province	p = n.s. V = 0.059	p = n.s. V = 0.026	p = n.s. V = 0.067	p = n.s. V = 0.003
Rural				
Emploi :				
Patron	53.8	78.6	7.1	0.0
Empl.	43.8	70.6	5.9	6.3
Formel	59.6	50.9	5.7	2.0
Empl.	55.8	42.1	8.8	4.1
Informel	58.1	68.4	16.5	5.4
Indépendant	p = n.s. V = 0.076	p < 0.2 V = 0.177	p = n.s. V = 0.146	p = n.s. V = 0.082
Chômeur				
Scolarité :				
Analphabète	59.5	56.4	5.1	0.0
Primaire	64.9	55.3	11.7	1.1
Secondaire	50.0	64.3	5.7	4.6
Post-secondaire	53.8	68.4	22.8	9.5
	p = n.s. V = 0.111	p = n.s. V = 0.084	p < 0.005 V = 0.208	p < 0.02 V = 0.185
Auto identification de classe :				
Cl. moyenne	58.0	62.7	27.5	8.2
Ouvrier	53.6	54.2	5.1	3.8
Pauvre	59.1	61.2	10.1	3.7
	p = n.s. V = 0.048	p = n.s. V = 0.052	p < 0.001 V = 0.225	p = n.s. V = 0.083

Toutefois, ce remarquable rejet de la passivité ne se traduit pas nécessairement par une participation effective des personnes interrogées. L'écart entre opinion et pratique est généralisé. Tout au plus enregistre-t-on une participation un peu plus forte parmi les éléments les plus scolarisés des couches moyennes. D'autre part, ce résultat confirme la faiblesse des traditions organisationnelles en Haïti, en particulier après des décennies de dictature²². Tout ceci explique la contradiction apparente chez les enquêtés, qui déclarent apprécier la valeur des organisations de quartier mais n'y prennent pas part. Le message semble être: Les organisations de quartier sont importantes, elles sont représentatives, mais elles ne peuvent pas obtenir grand-chose.

Les partis politiques n'ont certes pas de présence véritable en Haïti. Ils n'ont guère fait d'apports substantiels au changement de société. Une variété de groupes politiques ont fait irruption dans les années 1980 sur une scène politique alors en pleine redéfinition; mais ils n'ont pas été capables de traduire leur vision politique dans des pratiques réelles de démocratisation. Leurs bases sociales sont faibles, leur enracinement dans la population, pratiquement nul comme on a pu le constater au cours des exercices électoraux. C'est pourquoi en Haïti politisation et activité de parti ne vont pas nécessairement de pair et la connaissance des partis n'est pas un indicateur du niveau de politisation. En résumé les réponses recueillies dans l'enquête reflètent l'aspiration des métropolitains à une participation plus active et plus large aux affaires de la ville. Mais les espaces, les pratiques et les cadres institutionnels manquent pour canaliser ces aspirations. Ces réponses pourraient aussi être l'expression d'une nouvelle attitude envers l'Etat, d'une confiance renouvelée à partir du processus électoral de 1990; ou elles pourraient n'être que le reflet simple de l'enthousiasme des secteurs populaires vis-à-vis de la figure d'Aristide et non de l'institution étatique en tant que telle.

C'est dans le but de fouiller quelque peu cette problématique que l'on a défini trois catégories pour analyser la question suivante: "Qui pourrait concrétiser vos aspirations à des changements positifs dans la gestion de la ville?" Les réponses qui se limitent à la mention du président ont été considérées comme la simple expression de la conjoncture et donc synonymes d'une vision inchangée de l'Etat comme institution. Les réponses qui incluent et le président et la population ont été classées comme "indécis" car tout en ayant un aspect moins personnalisant que les premières elles ne reflètent pas clairement une conception de l'Etat comme somme collective. Finalement les réponses qui invoquent des entités collectives et institutionnelles (l'Etat, la commune etc.) ont été valorisées comme l'expression d'une "perception institutionnelle" de l'Etat. On a donc construit ainsi une variable "perception de l'Etat".

Sur la base de ce classement on a procédé à diverses analyses pour détecter l'incidence d'autres variables sur celle de la vision de l'Etat. Le tableau 12 montre les résultats de cet exercice et indique que certaines variables objectives ont un certain pouvoir de "prédictibilité"²³.

Tableau 12 – perception institutionnelle de l'état, selon des prédicteurs sélectionnés

Prédicteur	(B)	Sig	Exp(B)
Age	0.0054	0.7713	1.0054
Education	0.1302	0.0030	1.1390
Origine	0.4225	0.2876	0.6554
Auto-identification de classe :			
Cl. moyenne	0.4979	0.3289	0.6978
Pauvre	-0.2629	0.5677	0.7688
Emploi :			
Patron	0.2367	0.7963	1.2671
Empl. formel	1.1826	0.0705	3.2629
Indépendant	0.7573	0.1679	2.1325
Chômeur	-0.5620	0.2660	0.5701
Constante	-2.6843	0.0123	

Ainsi, une scolarisation plus longue détermine une plus forte tendance à percevoir l'Etat comme une entité collective institutionnelle. Pour ce qui est de l'incidence de la variable occupation les travailleurs du secteur formel sont également davantage enclins à exprimer cette perception que ceux du secteur informel. En concordance avec ces observations les chômeurs et les couches moins scolarisées ont une vision plus personnaliste de l'Etat. Ces remarques vont dans le sens de l'impression généralement partagée par les observateurs selon lesquelles la base électorale d'Aristide était formée d'éléments en majorité urbains, jeunes, issus des couches défavorisées avec de nombreux chômeurs.

Finalement, on a construit un paramètre pour essayer de capter la relation entre situation économique objective et perception de l'Etat. Pour ce faire on a procédé en deux étapes. D'abord, on a élaboré un indice à partir de la somme des résultats de deux variables: perception de l'Etat et disposition à la participation²⁴. En effet l'attirance vers la politique peut être considérée comme l'indice d'un intérêt pour les problèmes de pouvoir de décision et d'influence sur l'Etat. On a ensuite divisé la catégorie "pauvres" de la variable "situation économique" en deux groupes: celui dans lequel prévaut une perception traditionnelle de l'Etat (apathie) et celui qui démontre une certaine conscience de la responsabilité qui incombe à l'Etat (conception moderne²⁵). Sur cette base on recherche dans quelle mesure les aspirations à la participation politique vont de pair avec une vision "apathique" de l'Etat ou, au contraire, avec une conception moderne. Les résultats apparaissent dans le tableau 13.

Une vue d'ensemble montre que le profil politique des personnes interrogées se situe fondamentalement à l'intérieur des schémas traditionnels. La seule variable à démontrer un pouvoir de prédictabilité est celle de la scolarisation. Ici encore, ce sont les éléments les plus scolarisés qui expriment une conception moderne et un désir d'influencer les politiques de

l'Etat. Une comparaison avec d'autres pays de la région montre que c'est en Haïti et au Guatemala que l'on enregistre les niveaux de participation politique les plus bas. Dans ces deux pays les attitudes vis-à-vis de la participation communautaire sont les mêmes, mais concernant la disposition à la participation politique, les résultats diffèrent substantiellement : l'enthousiasme que l'on note dans le cas d'Haïti contraste grandement avec l'apathie et le scepticisme qui caractérisent le Guatemala. On peut en conclure que la conjoncture politique en Haïti au moment de l'enquête a infléchi de façon décisive le profil des réponses, lesquelles confirment tout à la fois l'ampleur des espoirs soulevés par les premières élections démocratiques.

Tableau 13 – conception moderne de l'état selon des prédicteurs sélectionnés (Régression logistique)

Prédicteur	(B)	Sig	Exp(B)
Age	0.0182	0.1993	1.0184
Education	0.1319	0.0002	1.1410
Origine	0.4240	0.1640	1.5280
Auto-identification de classe :			
Cl. moyenne	-0.3761	0.1602	0.6885
Pauvre	0.1735	0.4855	0.1894
Emploi :			
Patron	0.1175	0.8282	1.1247
Empl. formel	0.4154	0.3723	1.1247
Indépendant	-0.1454	0.6508	0.8647
Chômeur	-0.2105	0.5047	1.2343
Constante	-2.6262	0.0016	

Conclusions

Les secteurs populaires à Port-au-Prince ont subi le plein impact de la crise économique, dans tous ses aspects : chômage alarmant, logement déplorable, bas revenus, insécurité de l'emploi. Cette crise se déploie dans un contexte spatial

chaotique et en l'absence de services de base. L'enquête révèle que la population a une claire conscience de l'état de la ville comme de sa situation propre. Le poids des migrants dans la démographie comme dans la morphologie de la ville est fondamental. Leurs cultures, leurs coutumes, leur enracinement récent contribuent à forger un milieu social en transition perpétuelle mais sans direction claire à cause de l'absence patente de l'Etat qui a virtuellement démissionné en matière d'urbanisme. Ce panorama général a inspiré diverses thèses sur la spécificité du sous-développement haïtien.

Il ne suffit pas de parler de "retard" ou de "déformation" dans le développement du pays. Il s'agit plutôt d'un ensemble complexe de processus irréversibles et qui posent certainement de gros défis pour l'évolution future du pays en général et de Port-au-Prince en particulier. Partout et par définition l'organisation de l'espace urbain requiert une planification, une régulation, la distribution de services, de moyens d'existence et de vie et de quotes-parts de pouvoir. Cependant dans la capitale haïtienne cette logique confronte les vécus et les règles en vigueur dans les secteurs populaires majoritaires, étant donnée l'absence de l'Etat. La ville est transformée en un espace chaotique dans lequel les niveaux de frustrations (clairement perceptibles dans les réponses des enquêtés) aiguïssent les inégalités et les rivalités pour l'occupation de l'espace au lieu de susciter des solutions collectives. Cette situation se reflète aussi dans les études de cas sur les entreprises informelles.

Le premier trait de ce monde de l'économie informelle, c'est la férocité des relations économiques qui prévalent en son sein. Pour atteindre le succès illustré par les deux cas examinés il faut faire preuve d'un individualisme exacerbé. Rares sont ceux qui arrivent. La reproduction de la force de travail ne dépend que partiellement du salaire versé par l'atelier. La plupart des travailleurs assurent leur survie dans

le cadre de réseaux de relations familiales, de quartier, de région d'origine, entre autres. Ceci vaut pour la grande majorité des travailleurs, pas seulement pour le secteur informel. En résumé, la micro-entreprise informelle en Haïti se développe dans un univers de luttes acharnées pour la survie. Les quelques cas de réussite relative que l'on peut inventorier ne suffisent pas à démontrer un potentiel comme moteur possible d'un développement économique équitable.

Le coup d'Etat de 1991 confère une dimension tragique aux opinions exprimées par les enquêtés au sujet de la participation citoyenne. Il va sans dire que les modalités de solution à la crise politique auront indiscutablement un grand impact sur la persistance ou non de ces attitudes et de ces aspirations. Le panorama politique haïtien reflète en grande partie également l'attitude poltronne et condescendante des couches aisées de la population, qui refusent de payer le prix du changement. Pour leur part les couches populaires, sans contrôle sur les institutions publiques, n'ont pas réussi à dépasser leur méfiance vis-à-vis de celles-ci. C'est sans doute cette ambivalence entre le désir de changer l'Etat et le scepticisme concernant les possibilités de le faire qui s'exprime dans la vision qu'ont les Port-au-princiens de leur ville, des ses problèmes et des responsables de sa gestion.

Un tel panorama rend très difficile la formulation de politiques tendant à améliorer la condition des secteurs populaires urbains. De toutes façons il s'avère indispensable de consolider les institutions, en particulier les pouvoirs publics, ministères et municipalités. Par ailleurs il est urgent d'explorer des voies d'ouverture pour les micro-entreprises. L'étape qui précède le montage d'une micro-entreprise, c'est comme le révèle l'enquête l'auto emploi, très répandu à Port-au-Prince. Par conséquent dans le cadre d'une régulation économique adéquate la micro-entreprise se profile comme une modalité de soulagement de la pauvreté. Ceci suppose le développement

de circuits financiers, un élargissement des marchés et surtout une législation du travail capable de protéger le travailleur. De telles mesures contribueraient à contrecarrer les tendances négatives individualistes et excessivement compétitives qui prévalent dans le monde de la micro-entreprise. Aucun horizon ne demeure fermé à jamais et parler de processus irréversible ne signifie pas qu'aucune transformation n'est pensable. Mais la démocratisation effective des institutions et de la vie politique en Haïti est un pré-requis indispensable pour tout changement en profondeur.

Post scriptum (1994) - Portee et limites des resultats de l'enquete

L'intérêt principal de l'enquête autour du Morne-à-Tuf réside peut-être dans une certaine représentativité du profil général de l'échantillon. La représentation proportionnelle des couches sociales est, toutes choses égales par ailleurs, illustrative de la structure sociale de la population de la capitale. Par rapport à d'autres enquêtes sociologiques qui ont privilégié les quartiers populaires et les bidonvilles, on dispose ici d'un éclairage complémentaire. Les classes nanties sont largement absentes (un seul cas de revenu élevé). Or, leur situation, celle des entrepreneurs et grands commerçants surtout, constituent l'envers indispensable, l'autre visage de Port-au-Prince qui permettrait de compléter bien des hypothèses et d'approfondir certaines intuitions au niveau des rapports entre les classes en général et de la dynamique des relations économiques en particulier.

Les données les plus fécondes sont sans doute celles qui ont trait aux migrations, tant intérieures qu'extérieures, et aux professions. D'autres analyses sont possibles à partir de la même base de données. En particulier, un examen plus

poussé de la structure des ménages, des autres professions qui y sont représentées, de la relation entre le nombre de personnes à charge et le nombre de personnes économiquement actives, seraient d'un grand intérêt. D'autres résultats sont surtout utiles pour confirmer des informations plus ou moins connues au niveau national ou de la ville de Port-au-Prince: ratio homme/femme dans la population de la capitale; niveau d'instruction, par exemple. Ceci milite en faveur de la crédibilité de l'échantillon.

Les limitations les plus saillantes se réfèrent aux données sur les revenus (types et niveaux), qui sont peu fiables; sur le logement (elles sont fort incomplètes surtout les types de loyer); les circuits économiques des artisans et commerçants du secteur informel. Pour des raisons liées au travail de terrain lui-même, mais aussi à l'approche de certains thèmes (où achètent les petits commerçants, par exemple), ce dernier point ne peut pas être précisé davantage dans le cadre de cette enquête. Or, l'importance du petit commerce dans le secteur informel est telle en Haïti qu'il s'agit là, sans doute, d'une problématique majeure pour une meilleure compréhension de l'économie des couches populaires.

L'idée de renflouer, de soutenir, d'organiser même les entreprises informelles en Haïti n'est pas nouvelle. Du côté des organismes internationaux (PNUD, UNESCO, BIT) elle a pris la forme de la promotion des "technologies appropriées", essentiellement dans les zones rurales d'ailleurs. Durant les années 1970 et 1980 les ONG se sont également penchées sur les "petits métiers". Mais la plupart des projets n'ont pas vu le jour. On peut citer le projet de production de réchauds améliorés comme l'une des rares réalisations en milieu urbain. D'autres efforts, d'un genre tout à fait différent, se sont orientés vers la création d' "usines artisanales" pour l'exportation (projet Cohan).

Ces approches et/ou expériences n'ont guère mis l'accent sur la formation de collectifs de production. Des expériences coopératives se sont développées en milieu rural et concernent surtout le commerce et la distribution en général. On trouve également, en milieu urbain, des cas de magasins communautaires. D'autres formes d'assistance touchent le crédit; mais ces dernières initiatives sont très peu nombreuses (Fonds Haïtien d'Aide à la Femme; Fondation Haïtienne de Développement).

Des propositions concrètes concernant les domaines les plus névralgiques, susceptibles de produire un impact positif assez rapide, pourraient s'orienter vers:

Le crédit. On sait que les pratiques d'usure, de même que le grèvement du capital suite à divers problèmes (catastrophes naturelles, maladies) compromettent dans la majorité des cas la viabilité même et, en cas de croissance relative, la consolidation des micro-entreprises. Les rares incursions dans ce domaine ont, semble-t-il, donné des résultats encourageants.

L'encouragement au regroupement peut être également envisagé, mais surtout à partir de chaînes de production/distribution. Le regroupement d'entrepreneurs appartenant à une même ligne de production peut se révéler plus difficile à court terme, dans le contexte de compétition intense observé. La solidarité est sans doute plus facile à construire, progressivement, sur la base de la complémentarité économique. Ceci pourrait être conçu à l'échelle des quartiers par exemple.

Pour finir il nous semble que des préalables impératifs conditionnent toute intervention dans une optique de mieux-être économique. On pourrait les qualifier de recommandations substantielles, moins instrumentales que celles qui précèdent. Ils concernent avant tout, et justement, une certaine "régulation" des rapports socio-économiques dans le secteur informel. Une

telle entreprise, nécessairement extérieure à l'univers visé, ne peut être envisagée qu'à partir de l'autorité rectrice de l'Etat. C'est dire la nature et l'ampleur du défi. En tout cas une telle intervention devrait toucher en priorité des domaines tels que: la protection minimale du travailleur; l'établissement de normes pour l'apprentissage: durée, rémunération minimum. L'appui à l'investissement et, à ce niveau peut-être, l'encouragement à l'investissement collectif, avec facilités de crédit à l'appui, en fonction de priorités fondées sur la structure et les besoins de l'économie nationale. Le développement d'un système de bénéfices sociaux effectifs: maladie, retraite, touchant et les salariés et les entrepreneurs.

Naturellement une telle panoplie de mesures suppose, se fonde même sur, la reconnaissance de l'unité fondamentale de l'économie. Les dichotomies réelles et accusées qui caractérisent les relations entre le secteur formel, plus proche des sources de pouvoir et mieux connecté aux marchés dont les lois définissent en dernier ressort l'état de l'économie nationale, ne peuvent être atténuées, voire absorbées qu'à partir d'une action vigoureuse de l'Etat.

Notes

- ¹ En effet la primauté de Port-au-Prince qui s'affirme depuis les années 1950 ne semble pas devoir être menacée court terme. Les villes de l'intérieur ont crû en général à un rythme végétatif jusqu'au début des années 1980. Actuellement la croissance démographique par migration rurale imprime aux villes de l'intérieur un patron similaire à celui de Port-au-Prince.
- ² En 1982 l'indice de masculinité oscillait entre 72 et 80% pour les tranches d'âge de 20 à 50 ans, et se situait à 60% environ pour les plus de 50 ans. L'indice global de masculinité était de 75.3% dans les zones urbaines (TARDIEU, C.,1984).
- ³ Par ailleurs, en raison des conditions de socialisation dans les quartiers populaires de Port-au-Prince, beaucoup de jeunes filles enfantent une ou

plusieurs fois sans jamais s'installer avec le père de leurs enfants. Il s'agit là d'une caractéristique sociologique qui, du reste, a déjà été signalée dans des monographies sur les quartiers populaires. Ainsi une étude sur les grossesses précoces (1988) a révélé un bon nombre de cas de grossesses avant l'âge de 16 ans, à partir de relations occasionnelles, suivies d'autres grossesses sans consolidation de couple.

- ⁴ Une enquête du Centre Haïtien d'Investigation en Sciences Sociales (CHISS) effectuée en 1970 indique déjà des chiffres similaires pour l'ensemble de la ville: 87.2% de migrants directs (DERONCERAY, H., 1979, p. 175)
- ⁵ La variable revenu est divisée en trois niveaux: revenu minimum, jusqu'à 150 dollars par mois; bas revenus, entre 151 et 350 dollars; revenus moyens, au-dessus de 350 dollars. Cette échelle est basée sur le calcul du revenu par tête effectué par la CEPAL et la Banque Mondiale pour 1991. Il s'agit cependant d'estimations d'autant plus discutables que les réponses obtenues dans l'enquête ne sont guère fiables, les gens se résistant beaucoup à parler de leurs revenus.
- ⁶ On compte cinq cas de migrants de familles analphabètes. Il s'agit de migrants aux Antilles françaises, probablement des travailleurs agricoles avec un profil similaire à ceux qui se rendent en République Dominicaine. Ces pays ne sont pas mentionnés par les personnes interrogées, peut-être à cause du caractère clandestin et/ou saisonnier de ces migrations.
- ⁷ On n'en a pas trouvé d'indice dans les deux études de cas réalisées pour cette étude mais une partie de ces transferts pourrait bien jouer un rôle dans la mobilisation des ressources des micro-entrepreneurs. Une étude réalisée en République dominicaine sur rapatriés, transferts et micro entreprise illustre ce type de situation (GUARNIZO, 1992).
- ⁸ A ce sujet, il faut relever le fait que 49 chômeurs exercent une activité occasionnelle; D'après le mode de calcul de certains économistes, en comptabilisant ces personnes comme occupées, le taux de chômage dans l'échantillon chuterait de 52.3 à 36 pour cent.
- ⁹ Une équipe d'urbanistes a entrepris des efforts intéressants en ce sens (BLANC & DANSEREAU, 1991) en se penchant sur les fonctions de l'habitat en milieu populaire à Port-au-Prince.
- ¹⁰ Différents auteurs ont appliqué ce qualificatif à l'Etat haïtien à partir d'approches théoriques et de positions politiques différentes. Ici le terme renvoie au travail de Evans (1994) sur le Zaïre. Il faut toutefois relever que les deux cas (Haïti et le Zaïre) ne sont pas en soi comparables

car le déficit de régulation économique en Haïti est dû davantage à des facteurs historiques déterminés (qui ont favorisé le développement du mercantilisme) qu'à la seule confiscation de l'Etat par la dictature duvaliériste, malgré les effets dévastateurs de ce régime politique.

- 11 Ce sont des études, assez approfondies, de deux cas de micro entreprises, avec des histoires de vie. Les cas ont été sélectionnés sur la base du succès relatif des entrepreneurs retenus, de leur appartenance au secteur productif de l'économie et de leur représentativité dans leur domaine. La majorité des entrevues de même que les enquêtes analysées dans ce travail ont été menées par Yolette Exil et Carole Sassine.
- 12 Les deux entrepreneurs ont eux-mêmes connus une période d'apprentissage plus ou moins longue dans un atelier. Plus de vingt ans séparent les deux expériences mais la condition de l'apprenti n'a guère évolué. l'un d'eux a institué depuis 1976 une pratique assez curieuse, que l'on n'a pas relevée ailleurs. Chaque apprenti paye de \$80 à \$100 au départ, pour avoir le droit de fréquenter l'atelier. Il s'agirait d'une sorte de "frais d'apprentissage" s'apparentant aux frais de scolarité.
- 13 Durant cette phase le travailleur se fait connaître par de petites commandes parallèles et il acquiert son outillage propre pour éventuellement s'établir à son compte.
- 14 Elle reproduit en somme des relations socioprofessionnelles qui ne sont pas sans rappeler des formes historiques anciennes telles que le compagnonnage en Europe à l'époque moderne avant la Révolution Française et la Révolution industrielle (LASLETT, 1969).
- 15 En principe, il existe une relation entre le coût des matériaux et le prix de la main-d'œuvre; en réalité il n'y a pas de norme en la matière. La proportion entre les deux varie de un tiers à cent pour cent, "selon la complexité du travail". Finalement on peut « rogner » encore une petite marge de bénéfice dans la mesure où l'acheteur direct (l'artisan) bénéficie normalement d'un rabais, de 10 à 15 pour cent dans les magasins, qu'il ne défalque pas de la note au client. Sans compter que, malgré leur réticence à l'avouer les artisans recourent ou ont recouru volontiers au marché parallèle de matériaux: Marché Salomon, ports de contrebande.
- 16 Les règles en sont très strictes et leur non respect est sanctionné même par l'intervention de la police.
- 17 La situation a beaucoup évolué dans ce domaine depuis 1991 et les perceptions recueillies ici n'ont certainement pas gardé la même valeur

- 18 55 pour cent des réponses reflètent une ignorance totale. Apparemment les gens se sentent noyés dans la masse d'individus vivant dans la capitale et ils en perdent le sens des proportions. On a recueilli au cours de l'enquête des expressions comme "nous sommes trop nombreux", et "c'est la moitié de la population du pays".
- 19 Une bonne synthèse de cette littérature se trouve dans Solari et al., 1976.
- 20 Dans ce tableau on a mis l'accent sur les questions qui permettent de recueillir les opinions sur chaque type de participation : dans les organisations de quartier et dans les organisations politiques. Ceci permet de traiter séparément les attitudes vis-à-vis de chaque mode de participation *per se* et de mesurer l'attitude des gens dans chaque cas.
- 21 Par rapport aux autres pays inclus dans cette recherche régionale, seul Haïti enregistre cette préférence légère pour les partis par rapport aux organisations de quartier. Portes et Itzigsohn (1994) attribuent cette spécificité au contexte politique de l'époque.
- 22 Il faut aussi rappeler que les comités de quartier ont été les lieux d'expression par excellence des jeunes. L'échantillon les exclut largement puisqu'il ne considère que les chefs de ménage qui sont en moyenne sensiblement plus âgés.
- 23 On a procédé à une série de régressions logistiques sur la base de variables sélectionnées: âge, éducation, occupation et auto identification de classe. Pour réaliser ces analyses de régression la variable dépendante "perception de l'Etat" a été scindée en deux catégories: les réponses "vision personnaliste" et "vision indécise" formant une catégorie, et les réponses "vision institutionnelle", la deuxième catégorie. La colonne Exp(B) enregistre les coefficients standardisés de signifiante ou, en d'autres termes, le facteur par lequel la variable dépendante se modifie lorsque l'on augmente d'une unité la valeur de la variable indépendante ou "prédicteur". Les valeurs supérieures à un (1) indiquent qu'il y a capacité de "prédictabilité" sur la variable dépendante. La variable indépendante (ou prédicteur) "origine" a été pour sa part scindée en "province" et "capitale". Mais pour les variables "classe" et "occupation" ce que l'on lit c'est l'effet de chacune de leurs catégories par rapport à une catégorie "base", respectivement "travailleurs" pour le prédicteur classe et «informels» pour le prédicteur occupation.
- 24 Participation politique seulement car les organisations de quartier ne renferment pas nécessairement un contenu politique.